

Jeudi 23 janvier à 10h30 (campus Triolet), Assemblée Générale

massive et unitaire de tout l'Enseignement Supérieur et la Recherche de Montpellier.

Vendredi 24 janvier à 10h30 (place Zeus), tous et toutes à la manifestation !

Grève et manifestation (10h30, place Zeus)

Appel du Bureau National du SNESUP-FSU

LA GREVE, C'EST MAINTENANT !

Lancée le 5 décembre, **la grève contre le projet de réforme des retraites a pris une ampleur historique** : après avoir passé le cap des vacances de fin d'année, elle est repartie début janvier. À côté des cheminot.e.s, de la RATP et de l'Éducation nationale, ce sont, parmi bien d'autres secteurs, la culture, les avocat.e.s, les raffineries, les ports et docks qui sont entrés en lutte. La

détermination des grévistes et le soutien de la population ne faiblissent pas.

Dans l'Enseignement supérieur et la Recherche (ESR), une mobilisation articulant la lutte contre la réforme des retraites et celle contre le projet de Loi pluriannuelle de programmation de la recherche (LPPR) a commencé à prendre forme

en décembre. Rythmée par les manifestations interprofessionnelles et des actions plus spécifiques à l'ESR, cette mobilisation a effectué un saut qualitatif à la rentrée de janvier, mettant dans la lutte bien davantage de collègues enseignant·es-chercheur·euse·s, chercheurs-euses, doctorant.e.s, docteur·es précaires, personnels BIATSS et ITA et étudiant.e.s.

La contre-réforme des retraites et la LPPR s'inscrivent dans une même logique qui consiste à accentuer encore davantage l'individualisation et la précarité en construisant une société à deux vitesses.

C'est pourquoi, il est essentiel d'articuler dans notre secteur la lutte contre ces deux attaques. La lecture des rapports publiés montre que la LPPR participe de l'entreprise de destruction du service public de l'ESR commencée il y a une quinzaine d'année, depuis la LRU jusqu'à l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiant·e·s extra-communautaires, en passant par Parcoursup : renforçant encore la logique managériale, elle programme, parmi bien d'autres mesures délétères, la suppression de la référence aux 192h, la mise en place de CDI « de chantier » liés à des projets. C'est la poursuite de la généralisation de la « Nouvelle gestion publique » qui touche d'autres services publics, comme la santé ou l'audiovisuel (Radio-France...)

La formation des enseignant·es est à nouveau l'objet d'attaques avec une réforme qui porte une conception très réductrice de la formation, qui survalorise la présence sur le terrain et entend utiliser les étudiant·es comme moyens d'enseignement, visant ainsi une réduction drastique du nombre de fonctionnaires. Quant à la réforme des IUT

, elle annonce la fin du DUT et est révélatrice d'un manque d'ambition pour les jeunes et le service public. Face à la détermination et à l'expression de nombreuses et de nombreux collègues des INSPE et des UFR engagés dans la FDE ,

le ministre Blanquer a décidé de reporter d'une année son application. C'est une victoire et un recul qui démontrent que l'action collective peut faire reculer ce gouvernement.

Alors que, un peu partout en France, des labos, des UFR, des séminaires de recherche, des

revues se mettent en grève et cessent leurs activités de recherche et d'enseignement,
**nous appelons l'ensemble des collègues à
poursuivre et à renforcer la grève, y compris reconductible
là où les assemblées générales de salarié·e.s le décident.**

Nous appelons à des actions de grève et de convergences interprofessionnelles, de soutien et d'échanges avec les autres secteurs professionnels mobilisés sur tout le territoire et à organiser des assemblées générales à destination de tous les personnels et ouvertes largement, à la fois sur la réforme des retraites qui est portée par le gouvernement et sur la future loi de programmation de la recherche qui s'annonce également particulièrement destructrice pour nos statuts.

La semaine prochaine, et notamment le 24 janvier, soyons massivement présent·es dans les cortèges et les actions contre le projet de réforme des retraites et la LPPR.

Le SNESUP-FSU invite toutes et tous les collègues à participer aux Etats-généraux organisés par la coordination " Facs et labos en lutte" à Paris les samedi 1er et dimanche 2 février.

Retrouvez toutes les informations sur les mobilisations sur le site du SNESUP-FSU :
<https://www.snesup.fr/article/agenda-des-mobilisations> .

N'hésitez pas à les consulter régulièrement.